

ACCUSONS LE CAPITALISME



UNION DES RÉVOLUTIONNAIRES-COMMUNISTES DE FRANCE



- CONSTRUCTION DU PARTI -

8 MARS :

Pour les DROITS des FEMMES, luttons ensemble contre le CAPITALISME !

Le 8 mars est né en 1910 à l'initiative du mouvement ouvrier révolutionnaire et syndical, sous l'impulsion de Clara Zetkin ; c'est la journée internationale de lutte des femmes travailleuses pour leurs droits et émancipation.

Bref éclairage historique...

Marx avait analysé la tendance du capitalisme à paupériser les travailleurs. Un seul salaire ne permettant pas l'entretien de la famille, le XIXème siècle a vu l'irruption de la femme dans la production. Aujourd'hui, en France, 84% des femmes sont salariées. Une contradiction surgit alors, au sein du système capitaliste : d'une part le modèle idéologique du rôle de la femme, forgé par le cléralisme, qui voue la femme au foyer et la cantonne dans son rôle de mère ; d'autre part la réalité économique (les bas revenus) qui fait de la femme une travailleuse. Cette contradiction débouche sur le constat d'une double exploitation de la femme ouvrière : comme prolétaire et comme ménagère dans les tâches domestiques (Engels).

En même temps, dans le mouvement syndical, dans les partis

communistes, les femmes ont pris conscience que la revendication d'égalité non seulement était juste, mais qu'elle devait s'inscrire dans le cadre du combat contre le capitalisme oppresseur.

Les femmes, que l'idéologie libérale et cléricale voulait soumises, sont ainsi devenues une part décisive des futurs fossoyeurs du système d'exploitation.

La lutte pour l'égalité : un combat de classe à poursuivre !

Depuis plus d'un siècle, des luttes multiformes se sont multipliées contre les injustices et inégalités générées par cette double exploitation, avec des succès incontestables pour la conquête de droits, et l'inscription dans la loi du principe d'égalité. Mais ces luttes, tout en dénonçant légitimement la persistance des discriminations et des pratiques sexistes, ont engendré un «féminisme en soi», et orienté souvent le combat contre « la société patriarcale », en occultant l'approche de classe sans laquelle les inégalités les plus lourdes perdureront, notamment dans le monde du travail.

Persistance des inégalités

De nombreux indicateurs prouvent, si besoin était, que les femmes subissent davantage que les hommes les effets du système capitaliste.

Pauvreté et précarité accrues

Aujourd'hui, à l'heure de la globalisation impérialiste, les femmes constituent 75 % des rangs des pauvres dans le monde. En France, elles occupent près de la moitié des emplois non qualifiés, avec deux fois plus de temps partiel imposé que pour les hommes lors d'un premier emploi ; 80 % des précaires sont des femmes.

Salaires et pensions inférieurs

À travail égal, la femme est payée 24 % en moins, chiffre qui n'évolue quasiment plus depuis 20 ans ; les retraitées perçoivent en moyenne 600 euros de moins que les retraités, et elles sont 14 % à devoir vivre sous le seuil de pauvreté (9 % chez les hommes) ; ce phénomène s'aggrave sensiblement depuis 2010, avec les lois régressives en matière d'âge de départ à la retraite et le gel des pensions.

Accès aux services publics

Alors que 80 % des tâches ménagères sont encore assumées par les femmes (contre 2h30 par les

hommes), le développement des services publics est indispensable, par exemple pour favoriser la prise en charge collective des enfants ; or aujourd'hui, seuls 10 % des enfants peuvent être accueillis dans les crèches publiques... De même, la fermeture de centres IVG, dans le cadre des économies budgétaires imposées au secteur public de la Santé, remet de fait en cause le droit à l'avortement conquis il y a 40 ans.

Représentation politique

Les femmes ne sont que 27 % à l'Assemblée nationale, 25 % au Sénat, 14 % dans les Conseils généraux ; dans les instances où elles sont plus nombreuses (48 % dans les Conseils régionaux, 40 % dans les Conseils municipaux), elles n'accèdent pas davantage aux postes des exécutifs (1 femme Présidente de Région sur 22, 6 femmes de CG sur 100, 11 % de mairies femmes dans les communes de plus de 30 000 habitants).

La crise du capitalisme fait régresser la condition des femmes !

L'URCF a maintes fois fait la démonstration des effets destructeurs de la crise du système capitaliste sur les acquis sociaux et les droits des travailleurs. Les logiques de division étant à l'oeuvre, pour tenter de désarmer les luttes (public/privé, Français/immigrés,

etc.), les femmes sont, elles aussi, frappées par les multiples régressions infligées aux masses laborieuses, aux jeunes et aux retraités. On l'a vu avec les lois Woerth et Ayrault sur les retraites, mais songeons aussi aux effets de la loi Macron, avec l'extension du travail du dimanche et de nuit dans des secteurs où les femmes travailleuses sont largement majoritaires. Cette crise économique et politique s'accompagne d'une forte réaction idéologique : on entend ici et là ressurgir les bonnes vieilles recettes du Capital prônant des « aides incitatives » pour que la femme reste au foyer, le « salaire familial » cher au FN poursuivant bien cette visée.

La lutte pour le socialisme sert la cause des femmes !

On voit les limites d'un combat « féministe » qui pense que l'ennemi, c'est l'homme au sein d'une « société patriarcale » : la cause fondamentale des comportements et lois sexistes, discriminatoires, inégalitaires, c'est le capitalisme, système qui use de tous les leviers possibles pour maintenir les profits de la classe exploiteuse. Les femmes travailleuses ont les mêmes intérêts que leurs collègues masculins à se débarrasser de ce système injuste, pour conquérir leur pleine libération ; le combat pour une vie

meilleure et pour l'égalité réelle doit se mener ensemble, et jusqu'au bout, pour abolir ce système d'exploitation.

C'est pourquoi nous appelons les femmes ouvrières, étudiantes, intellectuelles et employées :

- à rejoindre le combat de l'URCF pour forger un véritable Parti communiste ouvrier et révolutionnaire
- à combattre, aux côtés de leurs frères de classe, toutes les manifestations de sexisme, d'inégalités, d'oppression, toute marchandisation du corps des femmes
- à imposer le « à travail égal, salaire égal » ; à refuser les principes de soumission à l'homme et à la « nature » inculqués par le cléricisme d'où qu'il vienne
- à œuvrer à rappeler ce que les États socialistes (URSS en tête) ont réalisé dans le domaine de l'émancipation féminine, à contre-courant des calomnies et mensonges du Capital
- à utiliser le grand potentiel révolutionnaire des femmes dans le combat général pour la démocratie, contre les guerres impérialistes et pour le socialisme, car la suppression de l'exploitation capitaliste et de l'oppression sur les femmes se conditionnent mutuellement.

L'URCF, le 8 mars 2015



L'Union des Révolutionnaires-Communistes de France – Construction du Parti (URCF) est engagée dans le processus de luttes pour refonder le Parti communiste de France, sur la base des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste. Elle regroupe des communistes français et immigrés issus de la classe ouvrière, vivant et militant à ses côtés. L'URCF a été créée par des communistes ayant combattu la ligne réformiste du PCF. Elle a rompu avec ce parti rallié à l'économie de marché, à la construction européenne, à l'anticommunisme et à l'antisoviétisme. L'URCF combat stratégiquement pour renverser le capitalisme, source des maux dont souffre l'immense majorité de la population, au moyen de la révolution socialiste. Elle soutient le syndicalisme de lutte de classe et s'oppose à la cogestion et à toute forme de collaboration avec le Capital.

Avec la campagne "**Accusons le capitalisme**", dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du Capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs. L'URCF s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la lutte contre les guerres impérialistes, la solidarité avec les peuples en lutte, en particulier ceux victimes de l'impérialisme français, et avec les pays qui construisent le socialisme (Cuba, RPD de Corée). L'URCF agit pour la rupture avec l'UE, l'OTAN, les autres organismes impérialistes en lien avec la lutte pour un changement de mode de production : le socialisme/communisme. Son but est la construction d'une société socialiste basée sur le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.

La classe bourgeoise exploiteuse dispose d'une multitude de partis à son service pour tromper les masses et donner une façade démocratique à sa dictature.

Seule la classe ouvrière n'a pas son parti pour défendre ses intérêts. Pour vaincre, elle a besoin d'un Parti communiste. Pour le construire dans les luttes et préparer la révolution socialiste, rejoignez l'URCF !



LISEZ INTERVENTION COMMUNISTE

Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an : 19 €, Étudiants, Privés d'emploi : 10 €, Soutien à partir de 30 €

NOM : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ VILLE : _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
 75862 PARIS cedex 18

Consultez notre site : www.URCF.fr

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique